Les 3 graves erreurs à éviter absolument pour sortir de la crise

Olivier Passet, Xerfi, 6 juillet 2020

Je voudrais ici pointer trois erreurs récurrentes de pilotage économique en France. Non pour dire que nous les reproduirons fatalement, mais pour bien identifier les écueils qui nous guettent.

Mauvais timing des politiques publiques

Première erreur : le mauvais timing des politiques publiques. Ces dernières savent amortir les chocs initiaux depuis 50 ans. Elles n'intègrent pas en revanche la lenteur de l'ajustement de l'économie du fait notamment des freins à l'ajustement de l'emploi. L'impulsion budgétaire, en contenant la chute de demande temporise l'impact immédiat des crises. La baisse de l'emploi est plus contenue qu'ailleurs, mais plus étalée aussi dans le temps, ce qui pèse durablement sur la rentabilité et l'investissement des entreprises. Résultat, les gouvernements successifs surestiment toujours l'ampleur du rebond qui viendra spontanément redresser les finances publiques. S'ensuivent des mesures discrétionnaires de consolidation, via des hausses d'impôt, qui arrivent trop tôt au regard de fragilité de l'économie réelle. Et cet épisode procyclique étire le marasme et la tension sociale. La reprise tardive et écourtée devient alors la fenêtre de tir pour acheter la paix sociale et entrepreneuriale, au moment même où il faudrait au contraire opérer la consolidation budgétaire… Par ce mauvais timing, la France érode son potentiel de croissance et ne parvient pas à stabiliser son déficit structurel… L'Allemagne, pays de forte protection de l'emploi également, a trouvé depuis longtemps l'antidote à ce problème de timing via le chômage partiel. Ce dernier allège la facture salariale pour les entreprises en temps de crise, préserve le pouvoir d'achat et accélère la reprise d'activité, puisque le lien d'emploi n'est pas rompu. Tout se passe comme si le marché de l'emploi avait la flexibilité anglo-saxonne, la casse sociale en moins.

Absence des politiques de soutien à la demande

Deuxième erreur fatale, l'absence de ciblage de nos politiques de soutien à la demande. Cela provient d'une mauvaise opposition entre politiques de l'offre, visant le long terme, et de la demande destinées à l'urgence. L'idée qu'une relance par la consommation agit plus rapidement sur la conjoncture, en particulier si elle est ciblée sur les bas revenus, l'emporte systématiquement en temps de crise. Ce qui est vrai à très court terme et en ligne avec les instruments que possède le gouvernement pour agir sur la dépense privée : salaire minimum, minimas et fiscalité progressive notamment. Sauf que ce crédo conduit à faire des relances à l'aveugle, qui ne tiennent compte ni de l'ancrage territorial des activités ni du contenu en imports ou en technologies des dépenses arbitrables des ménages. D'où le même constat récurrent du faible effet d'entraînement des relances, par dilution à l'international et déséquilibrage de notre balance commerciale. De fait, les gouvernements successifs sous-exploitent le rôle de la commandite publique sur la structuration du tissu industriel et des infrastructures, sur l'ancrage et le développement des entreprises sur le territoire. Or, face à cette carence, les politiques de baisse d'impôt centrées sur les entreprises et les plus riches, qui tiennent lieu à ce jour de politique de l'offre, sont tout aussi aveugles et peu discriminantes que celles du soutien à la consommation. On peut leur faire le même procès : dilution via les dividendes, effets d'aubaine, captation par de grands groupes opérant hors du territoire… avec à la clé un assèchement des ressources fiscales qui aggravent l'équation budgétaire.

Surcoût et inefficacité de l'État non traités

Dernière erreur enfin, le mauvais focus en temps de crise sur le surcoût et l'inefficacité de l'État, qui sert de cautions à des économies à la petite semaine, qui à terme ne font qu'accroître la facture via des "stop en go" incessants. Mauvais maillage, défauts d'organisation, dégradation des infrastructures, retard en matière de digitalisation, pénuries de ressources, dégradation des conditions de travail et de revenu... l'État le plus cher du monde ne cesse de s'empêtrer dans sa propre réforme. Confronté à des problèmes de gestion, d'efficacité, de vétusté coûteuse, il ne saisit pas les temps de crise et de relance pour procéder aux investissements préalables qui lui permettraient de gagner en efficacité. Et la chasse au gaspi lègue crise après crise un État toujours plus coûteux et moins efficace.

Sur ces 3 points, la crise semble déjouer le bégaiement de l'histoire. N'en tirons pas de conclusion prématurée. Mais prenons acte que le gouvernement joue à ce stade une partition différente.